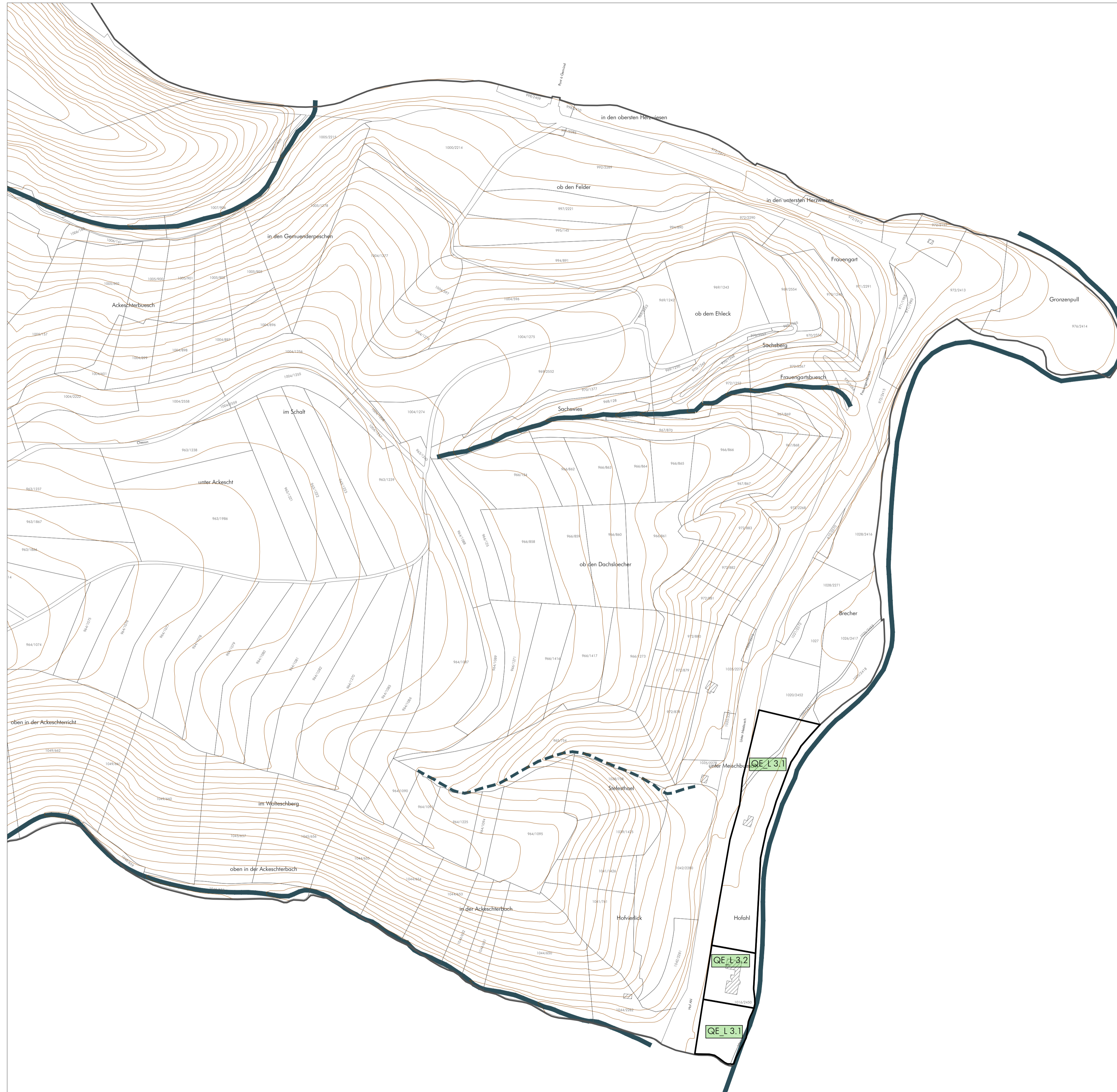


# Plans d'aménagement particulier "quartier existant" - Brecher

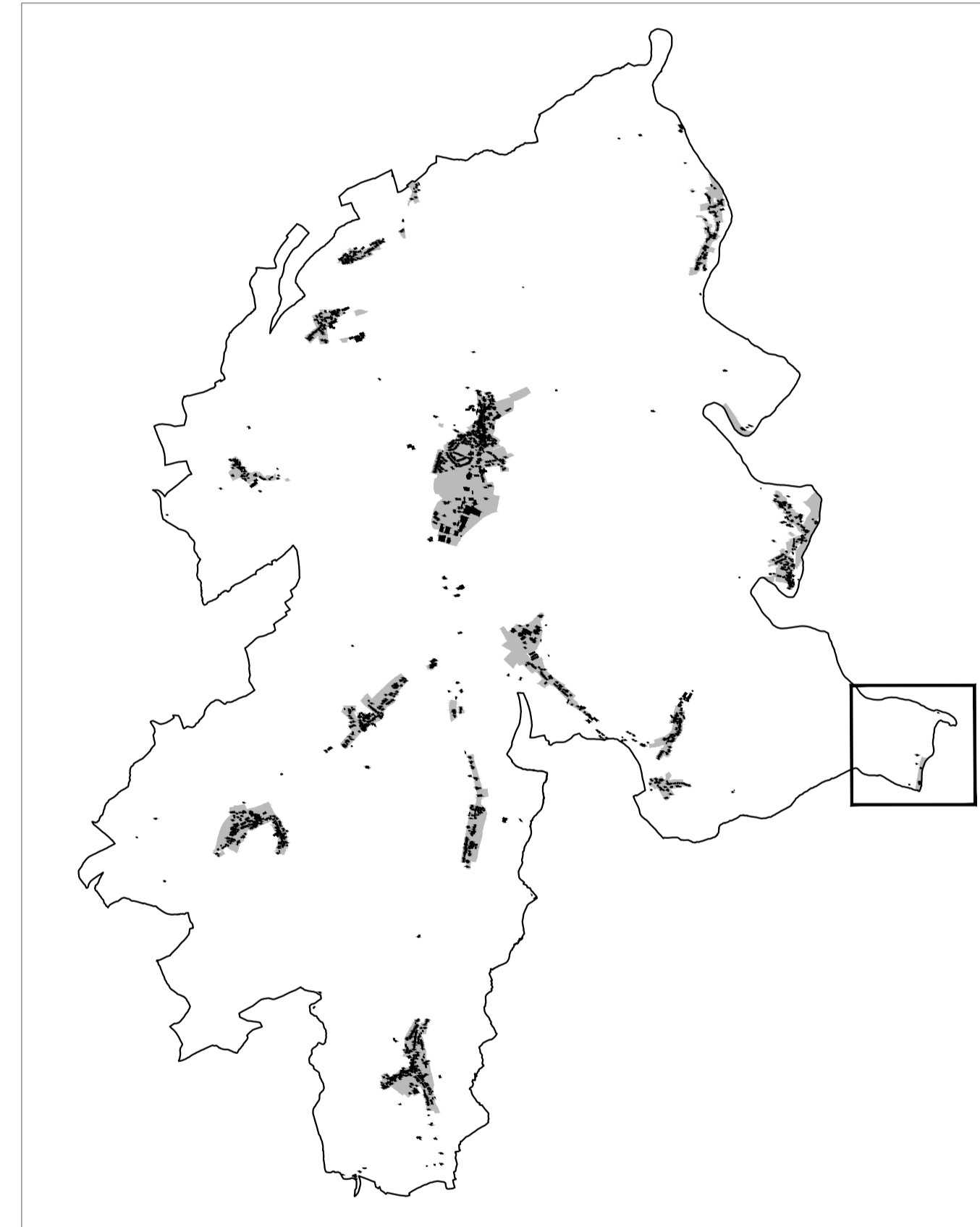


## FOND DE PLAN

- Composé sur la base du PCN 2016, de la BD-L-ORTHO 2013 et 2016, de la BD-L-TC 2007
- Limite communale
  - Limite parcellaire
  - ▨ Bâtiment existant (PCN 2016) | Bâtiment supplémentaire à titre indicatif (PCN 2016 et 2016)
  - Ruisseau | Ruisseau souterrain ou temporaire
  - Surface hydro-terrestre permanente
  - Courbe de niveau (équidistance 5m)

## PLANS D'AMÉNAGEMENT PARTICULIER

- Délimitation des plans d'aménagement particulier "quartier existant"**
- QE\_ER - espace résidentiel
  - QE\_EV\_1 - espace villageois 1
  - QE\_EV\_2 - espace villageois 2
  - QE\_E - équipements
  - QE\_A - activités
  - QE\_L - sports et loisirs (L 1, L 2, L 3.1.L 3.2, L 3.3)
- Zones destinées à être urbanisation (non soumises aux plans d'aménagement particulier "quartier existant")**



Ref. n°: 18063/74C	
Avis de la Cellule d'Evaluation	26.10.2017
Vote du Conseil Communal	14.06.2018
Approbation du Ministre de l'Intérieur	03.12.2018

PCN 2016 - ORIGINE CADASTRE; DROITS RESERVE A LETAT DU GRAND DUCHE DE LUXEMBOURG  
 BD-L-TC 2007 et 2010 - ORIGINE CADASTRE; DROITS RESERVE A LETAT DU GRAND DUCHE DE LUXEMBOURG



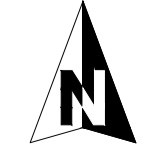
**Concept Conseil Communication**  
en urbanisme, aménagement du territoire  
et environnement

CO3 s.à r.l.  
3, bd. de l'Alzette  
L-1124 Luxembourg  
Tel.: (+352) 26 68 41 29  
Fax: (+352) 26 68 41 27  
Mail: info@co3.lu

Maître d'ouvrage: Administration communale de Parc Hosingen  
 Projet: Plans d'Aménagement Particulier "Quartier Existant"  
 Objet: Plan de localisation PAP QE - Brecher

Modifications	de	Date	Indice
Plan après avis et réclamations	C. Rabe	07.06.2018	A

Echelle: 1 / 2.500	Plan n°: 1208 pap-qe BR
Indice: A	Date: 07.06.2017
Élaboré: C. Rabe	Contrôlé: U. Truffner
	Validé: U. Truffner



Ces plans ont été établis en vertu de la loi sur l'aménagement du territoire. Ils ne sont pas destinés à servir de base à des décisions de justice. Ils ne sont pas destinés à servir de base à des décisions de justice. Ils ne sont pas destinés à servir de base à des décisions de justice.